

Solidarité avec les peuples marocain et sahraoui !

Liberté pour les prisonniers politiques au Maroc !

Le 12 octobre 2010, cinq membres des forces de sécurité enlevaient chez elle, à Essaouira, une jeune étudiante maoïste, Ilham Hasnoui. Les yeux bandée, elle a été battue pendant le trajet jusqu'à un endroit non identifié où elle a été interrogée, insultée et une nouvelle fois battue. Les interrogatoires portaient sur les protestations estudiantines à l'Université de Marrakech, en 14 mai 2008, lorsque les forces de l'ordre ont investi la cité universitaire. Après un transfert au commissariat de Jemâa El Fna, sous la place emblématique du tourisme marocain, Ilham est une nouvelle fois interrogée et battue : identité, études, opinions politiques, fréquentations, complicités, etc. Elle perdra conscience sous les coups à plusieurs reprises, et sera ranimée pour être à nouveau passée à tabac, et cela durant deux jours. Elle comparaitra finalement devant le juge d'instruction qui l'a inculpé de responsabilité d'incendie, destruction de biens de l'Etat, rassemblement armé. Elle a été ensuite transférée à la prison de Boulmharez.

Deux autres jeunes communistes de l'organisation *Voie Démocratique basiste* ont été arrêtés à Marrakech. Il s'agit d'Abdelhakim Essnabla et de Mohamed Lmoden, qui avaient déjà été détenus. Deux autres jeunes communistes du groupe de Zahra Boudkour restent d'ailleurs toujours détenus : Mourad Chouini et Khalid Meftah.

Après le retrait du colonisateur espagnol en 1975, le Sahara occidental est occupé par le Maroc. Depuis 2007, des négociations ont été ouvertes sous l'égide de l'ONU entre le Maroc et le Front POLISARIO. Elles ne progressent pas, et le Maroc en profite pour intensifier sa politique de colonisation et de répression contre la population sahraouie des territoires occupés : arrestations, enlèvements, tortures, disparitions, maisons dévastées sont le lot quotidien des Sahraouis. Leurs associations sont interdites, et régulièrement, des procès condamnent lourdement les Sahraouis qui osent défendre publiquement leur droit à l'autodétermination. Six militants des droits de l'homme sahraouis ont été arrêtés en octobre 2009 à leur retour d'une visite des camps de réfugiés de Tindouf ; ils sont actuellement devant un tribunal militaire pour 'atteinte à la sûreté nationale'. En novembre dernier, les forces répressives du régime avaient attaqué le campement de protestation de Lâayoune qui rassemblait 15.000 Sahraouis à l'extérieur de la ville. 67 personnes ont été accusées d'avoir participé à la résistance contre cet assaut. Soixante d'entre elles ont été présentées au parquet. Six ont été relâchées, et six autres déférées devant le directeur de la justice militaire. Plus tard dans la journée, le parquet a décidé d'inculper 36 nouvelles personnes. Au total, 96 personnes ont donc été inculpées.



Ilham Hasnoui



Abdelhakim Essnabla et Mohamed Lmoden

